



Conseil de sécurité

Soixante-seizième année

8843^e séance

Jeudi 26 août 2021, à 15 heures

New York

Provisoire

| | | |
|--------------------|---|------------------------------------|
| <i>Président :</i> | M. Tirumurti. | (Inde) |
| <i>Membres :</i> | Chine | M. Dai Bing |
| | Estonie | M. Lipand |
| | États-Unis d'Amérique | M. Mills |
| | Fédération de Russie. | M ^{me} Evstigneeva |
| | France. | M ^{me} Broadhurst Estival |
| | Irlande | M ^{me} Byrne Nason |
| | Kenya | M. Kimani |
| | Mexique | M ^{me} Buenrostro Massieu |
| | Niger. | M. Aougi |
| | Norvège | M ^{me} Heimerback |
| | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | M. Kariuki |
| | Saint-Vincent-et-les Grenadines | M. Bynoe |
| | Tunisie | M. Ladeb |
| | Viet Nam | M ^{me} Tra Phuong Nguyen |

Ordre du jour

Paix et sécurité en Afrique

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Paix et sécurité en Afrique

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de l'Éthiopie à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je souhaite chaleureusement la bienvenue au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, à qui je donne maintenant la parole.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance sur la situation en Éthiopie, une question qui préoccupe de plus en plus le continent africain et toute la communauté internationale.

Les affrontements militaires, qui ont commencé il y a environ 10 mois dans la région septentrionale du Tigré, se sont étendus et le niveau des souffrances humaines ne fait que croître, ce qui a de graves implications politiques, économiques et humanitaires pour l'Éthiopie et la région dans son ensemble. Toutes les parties doivent accepter une simple vérité : il n'y a pas de solution militaire.

La semaine dernière, j'ai lancé un appel à l'action sur trois fronts : premièrement, j'ai demandé à toutes les parties de cesser immédiatement les hostilités ; deuxièmement, j'ai demandé qu'un accès humanitaire sans restriction soit garanti partout et que les services publics soient pleinement rétablis ; et, troisièmement, j'ai demandé que soient créées les conditions nécessaires au lancement d'un dialogue politique mené par les Éthiopiens afin de trouver une issue à cette crise. Ces mesures sont essentielles pour deux raisons cruciales.

Premièrement, l'unité de l'Éthiopie et la stabilité de la région sont en jeu, et elles sont très importantes. Les lignes de front militaires du Tigré se sont maintenant étendues aux régions d'Amhara et d'Afar. La déclaration d'un cessez-le-feu unilatéral par le Gouvernement éthiopien le 28 juin et le retrait des Forces éthiopiennes de défense nationale de Mekele n'ont pas conduit à un cessez-le-feu complet. La région du Tigré reste en grande partie soumise à un blocus humanitaire *de facto* et privée de services publics essentiels, tels que l'électricité et

les communications. Les forces tigréennes ont depuis gagné les régions voisines d'Amhara et d'Afar, où les combats se sont intensifiés. D'autres acteurs en Éthiopie sont entrés dans ce combat, avec une mobilisation de masse et l'activation de groupes armés régionaux. La rhétorique incendiaire et le profilage ethnique déchirent le tissu social du pays. La région dans son ensemble ressent déjà les conséquences politiques, économiques et sociales du conflit qui dépassent les frontières de l'Éthiopie.

Deuxièmement, le bilan humain de cette guerre s'alourdit de jour en jour. Une catastrophe humanitaire se déroule sous nos yeux. Plus de 2 millions de personnes ont été déplacées de leurs foyers et des millions d'autres ont un besoin immédiat d'une aide humanitaire vitale, notamment des denrées alimentaires, de l'eau, des abris et des soins de santé. Au moins 400 000 personnes vivent dans des conditions proches de la famine. Le mois dernier, l'UNICEF a tiré la sonnette d'alarme, car 100 000 enfants risquent de mourir de malnutrition aiguë sévère ces 12 prochains mois. Les camps de réfugiés ont été détruits, les systèmes de soins de santé ont été dévastés et les hôpitaux et dispensaires attaqués et pillés. Tout cela a été exacerbé par les coupures d'électricité et l'interruption des communications.

Je suis également profondément préoccupé par les informations qui nous parviennent de personnes rescapées, notamment des femmes et des enfants, qui font état d'effroyables violences sexuelles et fondées sur le genre. Je condamne avec la dernière énergie ces atrocités.

À cela s'ajoutent d'autres allégations graves de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits contre des civils, qui auraient été perpétrées par toutes les parties au conflit. Les auteurs doivent répondre de leurs actes. Une enquête conjointe du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et de la Commission éthiopienne des droits de l'homme est sur le point de s'achever.

L'ONU et ses partenaires humanitaires se sont mobilisés pour fournir nourriture et autres produits essentiels à plus de 5 millions de personnes, mais leur capacité d'intervention est lourdement limitée par l'insécurité, les retards et les nombreuses restrictions qui entravent l'action des organisations humanitaires. L'accès terrestre au Tigré dépend désormais d'une seule route, à travers la région d'Afar, et nécessite de franchir de nombreux points de contrôle. Les organisations humanitaires ont besoin que quelque 100 camions

d'aide et de fournitures parviennent chaque jour jusqu'à Mekele. Pourtant, depuis la mi-juillet, ce sont moins de 10 camions en moyenne qui ont pu passer chaque jour, et aucune livraison n'a eu lieu depuis plus d'une semaine, alors que les entrepôts alimentaires sont désormais vides. Malheureusement, des travailleurs humanitaires ont été harcelés, voire tués.

Bien au-delà du Tigré, le conflit dans les régions d'Afar et d'Amhara aurait déplacé 300 000 personnes supplémentaires. Tout cela a lieu alors que des efforts sont déployés pour maintenir un appui humanitaire plus global dans toute l'Éthiopie, en réponse aux violences intercommunautaires, inondations, invasions de criquets pèlerins et autres difficultés.

Ce conflit impose également un lourd tribut économique, prouvant là encore que la guerre est pure déraison. Il a déjà coûté plus de 1 milliard de dollars au pays. La dette ne fait que se creuser et l'accès au crédit se tarit. L'inflation augmente, et les denrées alimentaires de base se font rares. Pendant ce temps, l'Éthiopie enregistre la cinquième plus forte incidence de maladie à coronavirus (COVID-19) sur le continent.

Pour toutes ces raisons, je réitère mon appel fondamental : toutes les parties doivent mettre fin aux hostilités immédiatement et sans conditions préalables, et saisir l'occasion de négocier un cessez-le-feu durable ; les forces étrangères doivent quitter le pays ; un accès humanitaire sans restriction à toutes les zones dans le besoin doit être garanti ; les travailleurs humanitaires doivent être respectés et les services publics rétablis.

Je suis convaincu qu'il existe une possibilité de remédier à ce conflit de manière pacifique, que les parties doivent saisir dans l'intérêt de l'Éthiopie, et qu'il faut créer les conditions propices à un dialogue politique national sans exclusive, afin de traiter les causes profondes du conflit et de faire en sorte que les Éthiopiens montrent la voie à suivre vers la paix.

Sur ces questions, je suis en contact avec le Premier Ministre Abiy Ahmed. En réponse à mon appel, j'ai également reçu à ce sujet du Président de la région du Tigré, tel qu'il était élu à l'époque, une lettre qui était également adressée à la présidence du Conseil de sécurité. L'ONU est prête à collaborer avec l'Union africaine et d'autres partenaires clés pour appuyer ce dialogue. Dans la période à venir, l'attention et l'unité du Conseil de sécurité seront indispensables.

Je voudrais dire un dernier mot pour exprimer ma profonde tristesse face aux événements tragiques qui se déroulent en Éthiopie. Ce pays plein de promesses est porté en grande partie par l'énergie et l'esprit d'initiative de sa jeunesse. Il est déchirant de voir que de nombreux jeunes Éthiopiens sont instrumentalisés et mobilisés dans l'effort de guerre. Leur énergie est canalisée sur une voie de division et de destruction, au lieu de servir à édifier un avenir meilleur pour tous les Éthiopiens. Les jeunes seront les véritables victimes de ce conflit inutile. L'avenir de l'Éthiopie est en jeu, dans tous les sens du terme. Engageons-nous à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour avancer sur la voie de la cohésion nationale et de la paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M^{me} Byrne Nason (Irlande) (*parle en anglais*) : Avant d'entamer ma déclaration, je souhaite présenter mes sincères condoléances aux familles des victimes de l'attaque horripante perpétrée à Kaboul aujourd'hui.

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance. Je remercie le Secrétaire général de son exposé éclairant mais, il faut le reconnaître, profondément troublant. Je tiens également à remercier l'Ambassadeur Amde, notre collègue ; il est très important qu'il soit parmi nous aujourd'hui.

Ces neuf derniers mois, nous avons assisté au Tigré à une crise politique grave qui ne fait qu'empirer et qui s'étend désormais aux régions éthiopiennes voisines. La conséquence immédiate en est une crise humanitaire considérable puisque, rien qu'au Tigré, plus de 5,2 millions de personnes ont besoin d'aide. Nous regrettons vivement que la situation en soit arrivée là. L'alerte avait été donnée il y a des mois. Nous en avons évoqué les risques ici-même. Malheureusement, si cette crise n'est pas traitée de toute urgence, les conséquences à plus long terme risquent d'être catastrophiques pour l'unité de l'Éthiopie et la stabilité de l'ensemble de la région. C'est pourquoi l'Irlande n'a cessé de faire part de sa plus vive inquiétude devant cette crise en cours. La présence du Secrétaire général et ses messages clairs aujourd'hui soulignent à quel point la situation est désormais grave.

Je relaie avec force ce que le Secrétaire général appelle « une simple vérité » : il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. Nous abondons dans son sens

pour dire que les partenaires régionaux, et l'Union africaine en particulier, ont un rôle crucial à jouer dans la recherche du règlement politique requis pour mettre fin à la crise. Nous insistons sur ce point depuis que nous avons rejoint le Conseil, et je suis heureuse aujourd'hui de voir que l'ancien Président nigérian, Olusegun Obasanjo, a été nommé Haut Représentant de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique. Nous nous félicitons de cette nomination.

Personne dans cette salle ne sous-estime la complexité de cette crise – et, assurément, nous non plus. Mais ce n'est pas une excuse pour ne rien faire. Aujourd'hui, nous avons entendu le Secrétaire général nous dire par quoi nous pourrions commencer. Aujourd'hui, tous les membres du Conseil ont l'occasion d'appuyer le Secrétaire général et ceux qui sont concernés par cette crise en envoyant d'une même voix trois messages clairs.

Premièrement, toutes les parties au conflit doivent immédiatement cesser les hostilités et se réunir pour négocier un cessez-le-feu durable. Deuxièmement, toutes les parties au conflit doivent garantir un accès humanitaire complet, sans entrave et sûr, ainsi que le rétablissement des services publics. Troisièmement, il faut créer les conditions propices au dialogue afin de trouver une solution au conflit du Tigré, et un large éventail de parties prenantes doit s'engager dans un processus de dialogue sans exclusive afin de venir à bout des importantes difficultés auxquelles se heurte l'Éthiopie. La communauté internationale, que nous sommes, doit se tenir prête à appuyer ce processus.

Le spectre choquant de la famine continue de planer. Nous savons que les déplacements se comptent par millions et que des centaines de milliers de personnes sont déjà affamées. Il n'y a absolument pas de temps à perdre. L'heure n'est plus à la réflexion. Au contraire, le moment est venu d'agir. La triste réalité est que, si des mesures supplémentaires, immédiates et à plus grande échelle ne sont pas prises, certains pans de l'Éthiopie seront de nouveau submergés par l'horreur de la famine, rappelant les déchirantes tragédies du passé. Trop d'hommes, de femmes et d'enfants, citoyens ordinaires, sont voués à souffrir ; trop de gens mourront, autant de dommages collatéraux d'une guerre qu'ils n'ont pas déclarée. Nous venons de l'entendre sans équivoque : leurs besoins humanitaires fondamentaux, qu'il s'agisse de nourriture ou d'abri, sont loin d'être satisfaits. Je le répète : le moment est venu d'agir. Tandis que les travailleurs humanitaires continuent d'être confrontés à la

violence et se heurtent à des obstacles inutiles dans leur mission, nous affirmons qu'il est plus que temps de passer à l'action.

Nous appelons une fois de plus les autorités éthiopiennes et tous les autres acteurs à faciliter immédiatement un accès humanitaire complet et sans entrave. Nous exhortons également le Gouvernement éthiopien à rétablir les services publics de base pour la population tigréenne. Elle mérite à tout le moins un accès à la nourriture, aux services médicaux et à l'éducation. La dignité humaine et les droits fondamentaux de millions de personnes sont en jeu.

Nous appelons également les forces tigréennes à mettre immédiatement fin à leur offensive militaire et à se retirer des régions d'Amhara et d'Afar. Plus longtemps le conflit persistera, plus grande sera la souffrance de tout la population éthiopienne. Nous avons pris bonne note de la lettre évoquée par le Secrétaire général que lui ont adressée les représentants du Tigré, et qui pourrait constituer un fait nouveau important. Nous demandons en outre aux forces d'Amhara de se retirer du Tigré occidental. Je me fais aussi l'écho de l'appel lancé par nos collègues africains aux forces extérieures pour qu'elles se retirent d'Éthiopie.

Nous sommes horrifiés par les violences sexuelles liées au conflit et les atrocités qui marquent ce dernier. Il est manifeste que les femmes et les filles ont été systématiquement violées et maltraitées tout au long du conflit et que les communautés ont été traumatisées. Tous les responsables de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme doivent être amenés à en répondre, d'autant plus que la lutte contre l'impunité est indispensable pour prévenir de nouvelles violations. Nous attendons les conclusions du rapport établi par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Commission éthiopienne des droits de l'homme. Nous espérons que leurs travaux seront menés à terme sans retard intempestif. Nous appelons également toutes les parties à s'abstenir d'utiliser une rhétorique incendiaire et un langage déshumanisant, qui ne font qu'attiser les tensions ethniques et politiques dans toute l'Éthiopie. Les discours déshumanisants ne sont jamais acceptables. L'histoire nous l'a appris, cela ne peut mener à rien de bon.

J'ai commencé mon intervention aujourd'hui en disant que le Conseil a l'occasion et la responsabilité d'envoyer un message clair et uni. Qu'il me soit permis de revenir sur ce point. Nous avons besoin que les hostilités cessent et que les parties viennent à la table

pour négocier un cessez-le-feu durable. Nous avons besoin d'un accès humanitaire sans entrave, nous avons besoin d'une solution politique à la crise du Tigré et d'un dialogue national sans exclusive. Les parties au conflit doivent faire preuve de leadership pour ouvrir la voie à la paix. Le temps presse. Il y va de la vie des Éthiopiennes et des Éthiopiens. Le moment est venu d'agir.

M. Lipand (Estonie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général Guterres de sa présence parmi nous aujourd'hui et des observations qu'il a formulées. L'Estonie se félicite de la présente séance du Conseil de sécurité qui tombe à point nommé et réaffirme que la situation au Tigré doit rester à l'ordre du jour du Conseil.

Nous sommes profondément préoccupés par l'escalade du conflit au Tigré, qui aggrave une situation humanitaire déjà catastrophique et menace de plus en plus la stabilité générale de la région. Les informations faisant état d'un nombre croissant de victimes civiles, notamment parmi les enfants, sont alarmantes. Il est essentiel que toutes les parties respectent le droit international humanitaire et fassent tout leur possible pour protéger les civils.

Tous doivent le reconnaître, il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit. Nous nous associons au Secrétaire général pour appeler les parties à cesser les hostilités immédiatement et à entamer des négociations en vue d'un cessez-le-feu permanent. Nous demandons aux forces du Tigré de mettre un terme à leur offensive, en particulier dans les régions voisines d'Amhara et d'Afar, qui a déjà provoqué des déplacements massifs et ne fera que semer encore davantage de dévastation et de souffrances.

Dans le même temps, nous appelons le Gouvernement éthiopien à demander le retrait immédiat des troupes érythréennes du Tigré afin de garantir un accès humanitaire sans entrave à la région et de rétablir les services de base, notamment l'eau, le carburant, l'électricité, les communications et les services bancaires dans toutes les zones touchées par le conflit. Nous exhortons également le Gouvernement à faciliter le règlement des problèmes rencontrés sur le terrain par les organisations d'aide humanitaire afin qu'elles puissent porter secours aux personnes dans le besoin.

L'Estonie est de plus en plus préoccupée par la crise de la sécurité alimentaire due au conflit, qui s'est détériorée principalement en raison de l'interruption des lignes d'approvisionnement. Près de 400 000 personnes

vivent déjà en situation de famine, le niveau le plus grave d'insécurité alimentaire aiguë, et 4 millions d'autres personnes sont sur le point de connaître le même sort.

Les informations qui continuent de nous parvenir concernant des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits, y compris des violences sexuelles et fondées sur le genre généralisées, sont extrêmement préoccupantes. Dans ce contexte, nous réaffirmons l'importance de l'enquête conjointe menée par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Commission éthiopienne des droits de l'homme. Les auteurs de violations doivent être mis face à leurs responsabilités et traduits en justice. Nous sommes également préoccupés par les informations faisant état de détentions arbitraires et de disparitions forcées de membres de la communauté ethnique tigréenne d'Addis-Abeba. Nous demandons aux autorités éthiopiennes d'enquêter sur ces pratiques potentiellement illégales et discriminatoires.

Pour terminer, le peuple du Tigré n'a que trop souffert. Si la priorité immédiate doit être de mettre fin aux hostilités, elle doit être suivie d'un processus politique inclusif et crédible, avec pour objectif la réconciliation nationale. Le conflit au Tigré ne peut être résolu que par le dialogue.

Mme Broadhurst Estival (France) : Je me joins également à mes collègues aujourd'hui pour présenter toutes mes condoléances aux familles des victimes des attaques terribles survenues ce jour-même à Kaboul ainsi qu'à leurs proches.

Je voudrais commencer par remercier le Secrétaire général pour son intervention.

J'insisterai pour ma part sur cinq points.

Alors que ce conflit dure maintenant depuis près de 10 mois, le principe de réalité doit s'imposer. Notre priorité, et la responsabilité du Conseil de sécurité, sont de mettre un terme à ce conflit et de préserver l'unité de l'Éthiopie. Nous n'y parviendrons que si l'ensemble des forces en présence prennent leurs responsabilités.

Ce conflit, nous le savons, est mené entre plusieurs parties : le Gouvernement fédéral, des milices, des forces spéciales régionales ainsi que leurs alliés érythréens, d'une part, et les forces tigréennes, de l'autre. Appeler à la cessation des hostilités, à l'accès humanitaire et au dialogue n'implique de notre part aucune partialité.

Il est clair que ce conflit ne se résoudra pas par les armes, comme le Secrétaire général l'a clairement indiqué et exprimé. L'ensemble des parties doivent donc convenir d'un cessez-le-feu. Nous appelons également au retrait définitif des forces érythréennes du territoire éthiopien. Nous appelons les forces tigréennes à réintégrer les frontières régionales du Tigré pour éviter toute escalade. Un compromis doit enfin être trouvé avec les forces amharas sur le différend frontalier entre les deux régions, ce, dans le cadre de la Constitution. Les frappes contre des civils, les exécutions extra-judiciaires, les expulsions forcées de populations, les violences sexuelles, motivées par l'origine ethnique ou l'affiliation politique supposée des personnes, ne sauraient rester impunies, quels que soient leurs auteurs.

En ce sens, la France réitère son plein soutien à l'enquête conjointe relative aux violations des droits de l'homme, qui doit permettre d'établir les faits de manière indiscutable. Ses conclusions devraient être suivies d'effets. Nous regrettons vivement d'ailleurs les difficultés rencontrées dans la collecte de preuves et nous appelons l'ensemble des parties à garantir l'accès des enquêteurs.

La conclusion d'un cessez-le-feu est indispensable pour faire face à l'urgence humanitaire. La France appelle le Gouvernement éthiopien à respecter les engagements qu'il a pris pour garantir l'accès humanitaire. La priorité est de lever les obstacles à l'acheminement de l'aide par toutes les voies, y compris par la route. Il revient également aux autorités de rétablir l'électricité, les services de télécommunication, Internet et le système bancaire. La France est en outre préoccupée par les tentatives de discréditer les acteurs humanitaires. Elle condamne toute violence, toute intimidation contre le personnel humanitaire et médical.

Il est enfin urgent de mettre en place les conditions d'un processus de dialogue et de réconciliation. Et nous appelons là encore chacune des parties à prendre toutes ses responsabilités. Le lancement rapide par le Gouvernement fédéral d'un dialogue national, avec des représentants de l'ensemble des forces de la société, est essentiel afin de trouver une solution politique aux divisions de l'Éthiopie et de préserver son unité. Nous appelons dans le même temps les représentants tigréens à démontrer leur ouverture au dialogue.

La France soutient enfin les efforts régionaux pour la paix. Et nous saluons à ce titre la nomination de l'ancien Président du Nigéria, Olusegun Obasanjo, comme Haut Représentant de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique. Nous appelons les pays de la région

à résoudre leurs différends par un dialogue sincère, en particulier s'agissant du triangle de Fachqa et du barrage de la Renaissance. Nous appelons l'ensemble des parties à s'abstenir de toute action qui attiserait les tensions et à répondre de manière constructive aux efforts de médiation de l'Union africaine.

M^{me} Heimerback (Norvège) (*parle en anglais*) : C'est avec tristesse et incrédulité que nous parlons une fois encore de la possibilité d'une famine provoquée par l'homme au Tigré. L'extension du conflit armé aux régions voisines d'Arfar et d'Amhara ne fera qu'exacerber les souffrances. Les ramifications pour l'ensemble du pays sont graves et risquent de miner la paix et la sécurité régionales dans la Corne de l'Afrique.

Je voudrais remercier le Secrétaire général de son exposé franc. Nous lui sommes reconnaissants des efforts diplomatiques qu'il déploie inlassablement pour mettre fin au conflit. Nous nourrissons l'espoir que son rôle de chef de file en matière de diplomatie préventive saura inspirer d'autres acteurs clés comme les institutions régionales. Comme on nous l'a dit, les conséquences humanitaires du conflit au Tigré sont immenses. Afin de mettre un terme à la situation humanitaire catastrophique dans le Tigré, plusieurs actions immédiates sont cruciales.

Premièrement, les autorités fédérales éthiopiennes et tous les autres acteurs doivent garantir un accès rapide, sûr et sans entrave de l'aide humanitaire à la région ; deuxièmement, toutes les parties doivent faire tout leur possible pour faciliter le travail des organisations humanitaires et de leur personnel ; et, troisièmement, toutes les parties doivent respecter pleinement le droit international humanitaire et assurer la sécurité des travailleurs humanitaires.

Les autorités éthiopiennes ont à plusieurs reprises donné des assurances quant au respect des obligations humanitaires, mais ne les ont pas concrétisées. La réalité est que le Tigré est placé sous un strict régime de bouclage, et que l'acheminement de l'aide humanitaire par convois terrestres et accès aérien est entravé au lieu d'être facilité. Nous condamnons avec force les nombreux commentaires publics qui dénigrent les intervenants et travailleurs humanitaires. Cette rhétorique haineuse génère davantage d'insécurité et met en danger la vie des personnels humanitaires.

Il incombe à toutes les parties de protéger les droits humains de tous. Il s'agit notamment de protéger les personnes contre la stigmatisation ou le profilage

ethnique. Nous sommes profondément préoccupés par les allégations de violations graves des droits humains et d'atteintes à ces droits commises au Tigré et dans d'autres zones touchées par le conflit, notamment contre les enfants. La Norvège condamne avec la plus grande fermeté les meurtres de civils dont il est fait état, ainsi que le recours généralisé et systématique à la violence sexuelle et fondée sur le genre. En outre, le fait que les infrastructures vitales et les centres de santé seraient systématiquement détruits est tout aussi inacceptable. Ils doivent être rapidement rétablis.

Les allégations d'atrocités, de violations des droits humains et du droit international humanitaire et d'atteintes à ces droits doivent être documentées et faire l'objet d'une enquête, et leurs responsables doivent être poursuivis. Il est crucial, aux fins de prévention et de dissuasion, de traduire les auteurs de tels actes en justice. Nous saluons l'enquête conjointe menée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Commission éthiopienne des droits de l'homme, ainsi que celle menée par la commission d'enquête indépendante établie par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, concernant les atrocités qui auraient été commises au Tigré. Nous escomptons que toutes les conclusions serviront à garantir l'établissement des responsabilités. La Norvège entend continuer de veiller à ce que la lutte contre l'impunité reste une priorité du Conseil.

La Norvège exhorte tous les acteurs du conflit à mettre immédiatement fin à la violence et à nouer le dialogue. Pour y contribuer, l'Érythrée doit se retirer totalement du territoire éthiopien ; les forces tigréennes doivent mettre fin à leur expansion vers les régions voisines ; et les forces fédérales et milices amharas doivent se retirer du Tigré occidental.

Enfin, il est crucial que les États de la région, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et l'Union africaine pèsent de tout leur poids pour mettre fin aux hostilités au Tigré et en Éthiopie. Nous prenons acte des efforts dans ce sens entrepris jusqu'ici par le Premier Ministre Hamdok en sa qualité de Président de l'IGAD, et nous nous félicitons de la nomination aujourd'hui de l'ancien Président Obasanjo comme Haut Représentant de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique.

De même, le Conseil doit apporter tout son concours aux efforts régionaux. Nous devons parler d'une seule voix pour demander la cessation des hostilités, un accès humanitaire sans entrave et un règlement

pacifique par le dialogue. Le Conseil doit être régulièrement informé de l'accès humanitaire au Tigré, notamment par des indicateurs clairs sur les lacunes que présenteraient l'intervention et l'assistance requises. Nous ne pouvons pas laisser la situation humanitaire au Tigré se détériorer davantage au risque de devenir une catastrophe, pas plus que nous ne pouvons laisser le conflit en Éthiopie déstabiliser la Corne de l'Afrique, sans envisager toutes les voies susceptibles de mener à une solution politique.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) :
Qu'il me soit permis à mon tour de présenter les condoléances du Royaume-Uni aux proches de ceux qui ont perdu la vie aujourd'hui dans l'attaque terroriste à Kaboul.

Je remercie le Secrétaire général de son exposé. Il a décrit une situation désespérée, et il est normal que le Conseil envisage comment apporter son concours. Je voudrais donc faire trois observations pour répondre à ce que nous avons entendu.

Premièrement, toutes les parties doivent cesser les hostilités, et un accès humanitaire sans entrave doit être assuré afin d'alléger le fardeau que le conflit fait peser sur les citoyens éthiopiens ordinaires. Comme le Secrétaire général nous l'a dit, plus de 400 000 personnes au Tigré vivent des conditions de famine, soit plus que dans le reste du monde réuni. Sur les 100 camions d'aide nécessaires chaque jour, seule une fraction parvient jusqu'au Tigré. Les services bancaires, la fourniture d'électricité et les communications sont toujours interrompus, ce qui entrave lourdement les opérations humanitaires. La propagation des combats aux États voisins d'Amhara et d'afar, qui a entraîné le déplacement de dizaines de milliers de civils, ne fera qu'accroître les souffrances humaines et prolonger le conflit.

Nous appelons donc les forces tigréennes à cesser immédiatement les combats dans les régions d'Amhara et d'afar. Nous réaffirmons que les troupes érythréennes doivent se retirer complètement d'Éthiopie, comme l'a demandé le Gouvernement éthiopien. Nous appelons le Gouvernement éthiopien à permettre un accès humanitaire sans restriction, notamment en supprimant les obstacles bureaucratiques à l'acheminement de l'aide et en autorisant l'entrée au Tigré des liquidités et du carburant nécessaires pour permettre les opérations humanitaires.

Deuxièmement, je tiens à souligner que toutes les parties doivent assurer la protection des civils et respecter le droit international humanitaire et des droits de

l'homme. L'exposé du Secrétaire général a donné plus de poids encore aux informations qui nous parviennent selon lesquelles des atrocités seraient commises par toutes les parties. Parmi ces atrocités figurent des violences sexuelles brutales et systématiques, des massacres et le pilonnage aveugle de villes. Nous avons également constaté une augmentation des discours de haine et des attaques contre la communauté humanitaire.

Le Royaume-Uni appuie sans réserve l'enquête conjointe menée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Commission éthiopienne des droits de l'homme. Il est crucial pour les perspectives de paix et de réconciliation que l'enquête soit minutieuse et solide. En outre, les auteurs d'atrocités doivent être amenés à en répondre.

Troisièmement, je tiens à souligner qu'il est urgent de tenir un dialogue politique pour mettre fin à la crise. Le Royaume-Uni est un ami et partenaire de longue date de l'Éthiopie. Nous sommes fiers d'avoir œuvré aux côtés des Éthiopiens pour accompagner leurs progrès s'agissant de réduire la pauvreté et d'instaurer une croissance économique durable. Le conflit en cours est déjà en train d'inverser ces progrès et menace à présent la stabilité et la prospérité à long terme du pays, et de la région.

Nous voulons que l'Éthiopie retrouve une trajectoire positive. Dix mois après le début du conflit, il est évident qu'il ne peut avoir de solution militaire. La seule manière dont l'Éthiopie pourra retrouver la paix et la prospérité passe par un règlement politique sans exclusive. Cela implique que les parties engagent d'urgence des pourparlers, sans conditions préalables. Nous appuyons les efforts du Secrétaire général, du Secrétaire général adjoint Griffiths et de l'Union africaine pour faire en sorte que ce soit possible. Nous nous félicitons donc de la nomination de l'ancien Président nigérian, Olusegun Obasanjo, comme Haut Représentant de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique.

Ce que les parties doivent maintenant faire pour mettre fin aux effroyables souffrances humaines en Éthiopie est on ne peut plus clair. Le Royaume-Uni s'associe au Secrétaire général et aux autres membres du Conseil pour appeler toutes les parties à cesser les hostilités, à permettre un accès humanitaire sans entrave, à respecter le droit international et à entamer un processus de dialogue dans le but de régler le conflit.

M. Mills (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je voudrais, pour commencer, remercier celles et ceux qui ont fait part de leurs condoléances après l'acte terroriste maléfique et cruel perpétré ce matin à l'aéroport de Kaboul. Elles sont très appréciées.

Je remercie également le Secrétaire général Guterres de son exposé éclairant et, comme l'a dit ma collègue irlandaise, très perturbant aujourd'hui.

Lors de notre dernière séance sur l'Éthiopie et la situation au Tigré, le 2 juillet (voir S/PV.8812), les États-Unis, l'Irlande et le Royaume-Uni avaient appelé à convoquer une séance publique du Conseil axée sur la protection des civils. Nous avons demandé un cessez-le-feu négocié et un accès humanitaire sans entrave. Nous avons également appelé, plus largement, à un dialogue politique national qui mobiliserait tous les Éthiopiens.

Depuis lors, aucun progrès n'a été réalisé sur aucun de ces fronts. Comme l'a dit le Secrétaire général, les affrontements militaires se sont intensifiés. Le Gouvernement éthiopien n'a pas répondu positivement aux propositions de négociations ; au contraire, il a publiquement appelé les milices à se mobiliser. Le Front populaire de libération du Tigré (FPLT), quant à lui, a élargi sa propre campagne militaire jusqu'aux régions d'Afar et d'Amhara.

Les opérations militaires menées actuellement par le FPLT dans ces régions entraînent le déplacement de centaines de milliers de civils. Cela doit également cesser immédiatement. Les Forces de défense érythréennes sont de nouveau entrées au Tigré. Selon certaines informations, les alliances militaires entre groupes armés dans d'autres régions risquent de provoquer une guerre à plus grande échelle en Éthiopie. Au lieu de s'employer à créer un espace pour les négociations et le dialogue, les dirigeants de toutes les parties ont recours à des propos incendiaires qui aggravent la polarisation selon des critères ethniques. Tout ceci est profondément préoccupant pour nous tous. Ces événements érodent l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'État éthiopien.

Les États-Unis sont particulièrement préoccupés par les informations selon lesquelles la violence persiste dans la région du Tigré et dans d'autres secteurs du nord de l'Éthiopie, notamment les attaques contre les femmes et les enfants. Le Gouvernement éthiopien et le FPLT, ainsi que les milices régionales associées, doivent mettre fin aux combats immédiatement, autoriser

l'accès humanitaire et négocier un cessez-le-feu immédiatement et sans conditions préalables. De leur côté, les Forces de défense érythréennes doivent s'abstenir d'aggraver ou de régionaliser le conflit.

Aujourd'hui, je souhaite mettre l'accent sur ces trois préoccupations : la situation humanitaire catastrophique, la nécessité de négocier immédiatement un cessez-le-feu durable, et le retrait des forces érythréennes.

Premièrement, contrairement à leurs engagements publics, le Gouvernement éthiopien et les autorités régionales continuent de couper l'accès au Tigré, en limitant l'entrée d'articles et de personnel humanitaires. Ce blocage de l'aide humanitaire, en particulier les denrées alimentaires, est à l'origine de décès inutiles et d'une souffrance humaine indicible. La semaine dernière, après de multiples avertissements, les organismes d'aide ont épuisé leurs stocks de vivres dans leurs magasins au Tigré, et ce alors que nous avons tous été informés, au cours des trois derniers mois, des conditions de famine au Tigré. Des millions de personnes sont exposées à un risque élevé d'insécurité alimentaire dans le nord de l'Éthiopie, et, bien sûr, des centaines de milliers de personnes sont menacées de famine au Tigré.

Les héros qui tentent de repousser cette famine – les travailleurs humanitaires – sont, comme nous l'avons entendu, pris pour cible et tués simplement parce qu'ils fournissent une aide aux personnes dans le besoin. En dépit d'une légère augmentation du nombre de convois et de vols en direction du Tigré, nous estimons qu'à peine 7 % des fournitures humanitaires nécessaires ont été acheminés au Tigré au cours du mois écoulé. Cette statistique est basée sur la projection des besoins établie par le Programme alimentaire mondial et sur les informations fournies par le Gouvernement éthiopien sur le nombre de camions qui sont passés.

Il faut le dire clairement : cette pénurie n'est pas liée à l'absence de denrées alimentaires. Elle est liée au fait que le Gouvernement éthiopien continue de limiter l'entrée d'aide et de personnel humanitaires, notamment les convois terrestres et l'accès aérien. Nous sommes troublés par les informations préoccupantes selon lesquelles le Gouvernement éthiopien retient intentionnellement l'aide humanitaire destinée à des Éthiopiens affamés. Ces entraves à l'acheminement des fournitures humanitaires doivent être éliminées immédiatement, et les camions doivent être autorisés à entrer au Tigré pour y fournir une aide vitale. Si ces entraves persistent, un grand nombre de personnes mourront de faim et de nombreuses autres mourront de maladies. Le

Conseil s'est montré très clair lorsqu'il a adopté la résolution 2417 (2018) en 2018. Le déni d'accès humanitaire et le fait de priver les civils de biens indispensables à leur survie constituent une violation du droit international humanitaire et pourraient constituer un crime de guerre. C'est ce qui se passe sous nos yeux.

Les entraves à la circulation des secours humanitaires ne sont pas la seule crise humanitaire qui touche le pays. Nous sommes également alarmés par les actes répréhensibles commis contre des réfugiés érythréens qui sont signalés. Un travailleur humanitaire a été tué par les forces du FPLT dans la région d'Amhara la semaine dernière, et les acteurs humanitaires ont observé le pillage par le FPLT des bureaux et des entrepôts d'organisations non gouvernementales, dont le contenu a été emmené au Tigré. C'est totalement inacceptable. Les acteurs humanitaires sont là pour sauver des vies ; ils doivent être protégés. La tournure prise par le conflit ces 10 derniers mois exige que le Conseil de sécurité continue d'agir.

Deuxièmement, les États-Unis restent profondément préoccupés par le rôle de l'Érythrée dans la crise actuelle. La présence des Forces de défense érythréennes en Éthiopie reste un obstacle de taille à la négociation d'un cessez-le-feu et au règlement politique du conflit. Les preuves que les Forces de défense érythréennes ont commis de graves violations des droits de l'homme au Tigré sont accablantes. En conséquence, cette semaine, les États-Unis ont sanctionné le général de division qui est leur chef d'état-major, en application du décret exécutif no 13818 des États-Unis, qui s'appuie sur le Global Magnitsky Human Rights Accountability Act et l'applique. Pour éviter de faire l'objet d'autres mesures des États-Unis, les Forces de défense érythréennes doivent se retirer immédiatement et à titre permanent du nord de l'Éthiopie. Cela m'amène à mon dernier point.

Compte tenu de toute la souffrance et de l'instabilité, il est clair que les combats et les exactions commises par toutes les parties au conflit doivent cesser. La négociation d'un cessez-le-feu et le dialogue politique sur la voie à suivre doivent commencer immédiatement. Au vu de la magnitude de cette souffrance indicible, le Conseil de sécurité s'est réuni, et j'estime que nous sommes en train de faire clairement comprendre aux parties au conflit qu'il n'existe pas de solution militaire.

Je réitère l'appel lancé aujourd'hui par le Secrétaire général à toutes les parties au conflit afin qu'elles cessent leurs offensives, se réunissent sans conditions préalables et négocient un cessez-le-feu durable. Si

le Gouvernement éthiopien et le Front populaire de libération du Tigré ne s'engagent pas à garantir un accès sans entrave et à négocier un cessez-le-feu, les combats continueront, et d'autres civils mourront.

Les États-Unis saluent l'engagement personnel du Secrétaire général et le rôle qu'il a joué dans l'instauration d'un dialogue en vue de régler le conflit. À cette fin, nous encourageons le Secrétaire général à collaborer étroitement avec l'Union africaine et les partenaires régionaux et internationaux, avec le plein appui du Conseil de sécurité.

Je termine en soulignant que les États-Unis sont déterminés à soutenir le peuple éthiopien et l'ensemble de la région alors qu'ils s'efforcent de remédier à ces problèmes et de surmonter les divisions actuelles. Les liens entre les États-Unis et l'Éthiopie sont profonds et historiques. Le fait que l'Éthiopie soit le premier bénéficiaire de l'aide humanitaire et au développement fournie par les États-Unis prouve que nous sommes solidaires du peuple éthiopien. Il mérite de vivre en commun dans la paix et de mener une vie plus saine, résiliente et prospère.

Mme Tra Phuong Nguyen (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à m'associer à mes collègues pour présenter nos sincères condoléances aux familles et aux gouvernements des victimes des attaques récentes à Kaboul.

Je tiens à remercier le Secrétaire général António Guterres de son exposé perspicace. Je salue également la présence du représentant de l'Éthiopie à la séance d'aujourd'hui.

La situation humanitaire au Tigré, en particulier ses conséquences et ses effets néfastes sur la vie quotidienne de millions de personnes au cours des trois derniers mois, est une source de profonde préoccupation pour nous tous. Elle est aggravée par l'absence de dialogue constructif, de négociations et de réconciliation entre les parties concernées, et par l'aggravation des tensions. Plus cette situation durera, plus il sera difficile de parvenir à une solution globale à long terme, ce qui compromettra la paix et le développement en Éthiopie.

Dans ce contexte, nous tenons à souligner les points suivants. Avant tout, la situation humanitaire au Tigré doit être réglée au plus vite. Nous saluons les efforts que déploie le Gouvernement éthiopien pour améliorer l'accès humanitaire dans la région. Ce processus doit être accéléré. Nous nous félicitons également des activités pratiques organisées au cours des derniers mois par

l'ONU, les organisations humanitaires et les partenaires internationaux et régionaux en faveur de dizaines de milliers d'Éthiopiens, notamment la population du Tigré. Cependant, nous comprenons que l'accès humanitaire et la distribution de l'aide restent loin de satisfaire le besoin urgent d'aide dans de nombreux secteurs du Tigré. Nous appelons à un acheminement sûr, efficace et efficient de l'aide humanitaire et préconisons l'élargissement de l'accès aux fins de la fourniture d'une aide absolument nécessaire dans la région du Tigré et les zones avoisinantes. Nous appuyons l'appel à agir sur trois fronts, comme l'a récemment mentionné le Secrétaire général. Tous ces éléments sont essentiels pour remédier à la situation actuelle.

La violence, les meurtres de civils, y compris de femmes, d'enfants et de travailleurs humanitaires, et la destruction d'infrastructures indispensables à la population civile dans le Tigré doivent être condamnés et prévenus. Les auteurs de crimes doivent être traduits en justice. Il est important que toutes les parties respectent le droit international pour protéger les civils, notamment les femmes, les enfants et les milliers de réfugiés érythréens pris au piège dans des camps de réfugiés dans la région du Tigré.

Le conflit actuel, dont les racines politiques, historiques et ethniques sont complexes, a certains effets sur la région. Ce qu'il faut faire dans l'immédiat, c'est cesser les combats, entamer un dialogue et engager un processus politique. Nous espérons que toutes les parties concernées s'abstiendront de tout acte susceptible de plonger l'Éthiopie dans le chaos et de mettre en péril la paix et la sécurité dans le pays et dans la région.

Les autorités éthiopiennes et toutes les autres parties concernées doivent accorder la priorité absolue aux intérêts du peuple, conformément aux principes fondamentaux consacrés par le droit international et la Charte des Nations Unies. Dans ce processus, la communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité, doit appuyer tous les efforts pour y parvenir cet objectif, en respectant pleinement l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de l'Éthiopie. Par ailleurs, le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États et le règlement des différends par des moyens pacifiques doivent être toujours respectés.

Dernier point, mais non le moindre, nous exprimons une fois de plus notre appui aux pays voisins et aux organisations internationales et régionales, en particulier l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement, dans leurs efforts constructifs

en faveur de la paix, de la sécurité, de la réconciliation nationale, de l'unité nationale et du développement en Éthiopie.

Mme Evstigneeva (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Tout d'abord, je ne saurais manquer de me faire l'écho des condoléances adressées à toutes les familles des victimes des terribles attentats terroristes de Kaboul, qui ont manifestement été perpétrés par Daech.

Nous remercions le Secrétaire général António Guterres de son analyse de l'évolution de la situation dans le nord de l'Éthiopie. Nous nous félicitons également de la participation du Représentant permanent de l'Éthiopie auprès de l'Organisation des Nations Unies, Taye Atske Selassie Amde, à la présente séance.

La Fédération de Russie suit de près l'évolution de la situation sur les plans militaire et politique dans la région. Nous regrettons que le cessez-le-feu humanitaire unilatéral annoncé par Addis-Abeba à la fin du mois de juin ait été rompu. Des unités du Front populaire de libération du Tigré continuent de combattre et ont pris le contrôle de plusieurs régions : non seulement dans le Tigré, mais aussi dans les régions voisines d'Afar et d'Amhara, que le conflit avait jusqu'à présent épargnées. Les tentatives des forces tigréennes de couper les voies d'acheminement de l'aide humanitaire sont particulièrement préoccupantes, notamment leur prise de contrôle de l'autoroute stratégique reliant l'Éthiopie à Djibouti, qui risque d'aggraver une situation humanitaire déjà complexe et d'accroître le flux de réfugiés et de déplacés.

Certes, la situation humanitaire dans la région reste difficile. Toutefois, le Gouvernement fédéral continue de déployer d'importants efforts pour l'atténuer. Nous saluons les efforts des autorités éthiopiennes, qui ont récemment assuré le passage d'un convoi humanitaire du Programme alimentaire mondial à Semera. Nous nous félicitons également de la création, dans la région, d'un centre de coordination d'urgence qui, nous l'espérons, contribuera à la mise en œuvre des projets visant à acheminer chaque jour 100 camions d'aide humanitaire vers le Tigré et à régler la situation des réfugiés érythréens, qui sont dans une situation précaire.

Nous sommes convaincus que pour régler la situation, il faut avant tout dépolitiser le dossier humanitaire du nord de l'Éthiopie. Vu l'antagonisme politique actuel et le climat médiatique toxique, l'aide humanitaire a peu de chances d'être efficace. Nous ne pouvons pas non plus accepter que le travail des humanitaires se concentre

désormais sur le Tigré. L'action humanitaire doit prêter attention à d'autres régions, notamment Amhara, Oromiya et Sumale, qui ont également d'importants besoins humanitaires en raison des sécheresses, des inondations, des invasions de criquets et des problèmes pour cultiver la terre. La résolution 46/182 de l'Assemblée générale et les principes directeurs de l'ONU en matière d'aide humanitaire d'urgence doivent continuer de servir de base à ces efforts. Nous demandons au Bureau de la coordination des affaires humanitaires d'accorder une attention particulière au maintien d'un dialogue constructif fondé sur la confiance avec le Gouvernement fédéral.

Nous appuyons pleinement les efforts du Secrétaire général pour qu'un dialogue politique s'engage dès que possible. Nous sommes convaincus que ce dialogue doit être mené et dirigé par les Éthiopiens, avec l'appui principalement de la communauté africaine. Toute aide extérieure éventuelle doit être déployée dans le respect scrupuleux de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique du pays. Les élections générales qui se sont tenues en Éthiopie en juin de cette année ont démontré de manière convaincante la capacité des autorités fédérales d'unifier la société éthiopienne. Elles sauront sans aucun doute trouver, par elles-mêmes, le moyen de normaliser la situation et de remettre le pays sur la voie du développement. Les partenaires africains et la communauté internationale en général doivent simplement appuyer les efforts du Gouvernement éthiopien. À cet égard, nous prenons également acte de la nomination de M. Olusegun Obasanjo, ancien Président du Nigéria, comme Haut Représentant de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique.

Il faut bien comprendre que les tentatives visant à déstabiliser la situation et à exercer des pressions sur le Gouvernement éthiopien démocratiquement élu, notamment par l'adoption de sanctions unilatérales, ne feront qu'aggraver le conflit. De même, il n'est pas possible de régler la crise par des discussions au sein du Conseil de sécurité. Il serait bien plus efficace que chaque membre du Conseil contribue individuellement au règlement de la situation. Nous pensons qu'il faut privilégier la diplomatie discrète et les canaux bilatéraux de communication reposant sur la confiance. La Fédération de Russie est prête à y contribuer.

M. Dai Bing (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie le Secrétaire général Guterres de son exposé et je salue la présence de l'Ambassadeur Amde, Représentant permanent de l'Éthiopie, à la présente séance.

À l'heure actuelle, l'Éthiopie se heurte à de nombreuses difficultés. Maintenir la paix et la stabilité dans le pays et garantir la coexistence pacifique de tous les groupes ethniques n'est pas seulement dans l'intérêt commun du peuple éthiopien, c'est aussi vital pour la paix et la sécurité de la Corne de l'Afrique. C'est également l'objectif de la communauté internationale et la raison des efforts conjoints qu'elle déploie à cet égard. Nous espérons que toutes les parties en Éthiopie régleront leurs désaccords et leurs différends par le dialogue politique, apaiseront les tensions et éviteront une nouvelle escalade du conflit afin de créer les conditions nécessaires à la paix et à la réconciliation.

La Chine salue les récents efforts déployés par le Gouvernement éthiopien pour améliorer la situation dans le Tigré et dans les régions voisines. En attendant, en raison du conflit, la situation humanitaire dans les États éthiopiens concernés s'est aggravée, et les besoins humanitaires dans les régions d'Amhara et d'Arfar ont augmenté. Nous espérons que toutes les parties en Éthiopie continueront de s'employer à élargir l'accès humanitaire et à garantir la livraison en temps voulu des biens humanitaires à la population.

La Chine fournit une aide alimentaire d'urgence à la région du Tigré et appelle la communauté internationale à accélérer la fourniture de l'aide humanitaire. Dans l'exercice de leurs activités, les organismes humanitaires internationaux doivent respecter les principes directeurs de l'ONU en matière d'aide humanitaire d'urgence ainsi que la souveraineté de l'Éthiopie. La Chine appuie vigoureusement les efforts déployés par l'Éthiopie pour préserver sa souveraineté et son unité et continuera d'accompagner le peuple éthiopien dans ses efforts pour instaurer la paix, la stabilité, le développement et la prospérité dans le pays. Nous espérons que la communauté internationale aidera le Gouvernement éthiopien à mettre en place un cessez-le-feu global et durable et encouragera concrètement la réconciliation nationale.

La Chine s'oppose à ce que des forces extérieures, au nom des droits de l'homme ou sous un prétexte humanitaire, s'ingèrent dans les affaires intérieures de l'Éthiopie. Nous appuyons l'Union africaine et les pays de la région, qui veulent apporter des solutions africaines aux problèmes africains, et nous saluons la nomination de M. Olusegun Obasanjo, ancien Président du Nigéria, comme Haut Représentant de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique. Nous espérons que l'ONU et l'Union africaine renforceront leur collaboration et

joueront conjointement un rôle constructif dans la promotion de la réconciliation entre toutes les parties éthiopiennes, par le dialogue.

Les sanctions unilatérales imposées par un certain pays à l'Éthiopie sont contraires au droit international et aux normes fondamentales des relations internationales. Au lieu de régler le conflit, elles ne font qu'interférer avec le règlement politique. La Chine estime que le Gouvernement éthiopien a la capacité et la sagesse nécessaires pour gérer ses affaires intérieures, et la Chine est fermement convaincue que le peuple éthiopien peut surmonter les difficultés et relever les défis actuels. Elle est disposée à collaborer avec le reste de la communauté internationale pour soutenir la volonté de l'Éthiopie d'assurer l'unité nationale, rétablir la stabilité et progresser sur la voie du développement.

Mme Buenrostro Massieu (Mexique) (*parle en espagnol*) : Comme d'autres collègues, je voudrais commencer par présenter les sincères condoléances du Mexique aux familles des victimes qui ont perdu la vie dans le récent attentat perpétré à Kaboul.

Le Mexique remercie l'Irlande, les États-Unis d'Amérique, l'Estonie, la France, la Norvège et le Royaume-Uni d'avoir demandé la tenue de la présente séance. Nous remercions également le Secrétaire général de son exposé à la fois franc et préoccupant, et nous apprécions ses efforts et son dévouement à l'égard de la situation en Éthiopie. Nous saluons en outre la participation du représentant de l'Éthiopie à la présente séance.

Dans quelques mois, cela fera un an que les hostilités ont commencé au Tigré. Le conflit a fait des milliers de morts parmi les civils et quelque 2 millions de déplacés. Des centaines de milliers d'autres personnes sont en situation de famine et plus de 90 % de la population a besoin d'une aide humanitaire.

Dans ce contexte, nous trouvons particulièrement préoccupantes les informations selon lesquelles les combats se sont étendus aux régions d'Arfar et d'Amhara, augmentant le nombre de déplacés et le besoin d'assistance. En outre, d'autres acteurs, aux niveaux tant national que régional, interviennent maintenant dans le conflit. L'Éthiopie, pays ami du Mexique avec lequel nous entretenons des liens historiques et fraternels, joue depuis des décennies un rôle clef dans la stabilité de la Corne de l'Afrique. En plus d'accueillir le Siège de l'Union africaine, elle est un important contributeur aux forces de maintien de la paix. C'est pourquoi en plus des conséquences désastreuses qu'elle aurait pour des millions d'Éthiopiens, une prolongation du conflit représenterait également un risque élevé de déstabilisation

pour la région. Le Mexique demande une nouvelle fois à toutes les parties au conflit de conclure immédiatement un cessez-le-feu. Nous préconisons également le retrait de toutes les forces non éthiopiennes du Tigré, ainsi que de la présence de milices extérieures aux États fédéraux voisins.

Le Mexique demande aux autorités éthiopiennes de garantir la protection des citoyens, indépendamment de leur appartenance ethnique ou de leur affiliation politique. Les cas de violences sexuelles et fondées sur le genre à l'égard des femmes et des filles, ainsi que de violations graves commises contre des enfants, doivent faire l'objet d'une enquête, et les auteurs de ces actes doivent être traduits en justice. Nous attendons avec intérêt les résultats de l'enquête conjointe menée actuellement par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Commission éthiopienne des droits de l'homme.

Le Mexique se félicite des efforts déployés par l'ONU et les acteurs humanitaires pour que l'aide humanitaire parvienne au Tigré. Nous déplorons que les opérations humanitaires continuent de se heurter à des obstacles et, en particulier, que l'aide humanitaire ne puisse pas parvenir à certaines régions.

L'interruption des télécommunications, des livraisons de carburant et des services bancaires nuit à la capacité des acteurs humanitaires de porter assistance à la population. Nous soulignons qu'il importe de rétablir ces services et de garantir un accès humanitaire sans entrave afin d'éviter une aggravation continue de la situation critique dans laquelle se trouve la population. Le manque d'accès aux denrées alimentaires risque de provoquer une famine généralisée, comme nous l'avons entendu ici, alors que la pénurie de services de base et de médicaments et de fournitures médicales essentiels exacerbe le risque de maladies transmissibles et évitables.

Par ailleurs, le Mexique demande instamment à toutes les parties au conflit de respecter les normes du droit international humanitaire et des droits de l'homme, en particulier la protection de la population civile et des infrastructures essentielles, ainsi que du personnel humanitaire. Nous réaffirmons également la nécessité d'enquêter sur les attaques commises contre les civils et le personnel humanitaire pour que ces actes ne restent pas impunis.

Pour terminer, je tiens à dire que, ce qui est demeuré évident au cours de cette période, c'est qu'il n'y avait pas de solution militaire au conflit en Éthiopie, comme l'ont souligné de nombreuses délégations. À cet égard, nous saluons les efforts régionaux de médiation

et de recherche d'une solution politique. Le Mexique appelle toutes les parties au conflit à faire passer le bien-être de millions de personnes avant leurs propres intérêts et à engager immédiatement un dialogue inclusif, en vue d'entamer le processus de réconciliation nationale et de reconstruction. Voilà pourquoi nous nous félicitons de la nomination de l'ancien Président du Nigéria, Olu-segun Obasanjo, comme Haut Représentant de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique.

M. Kimani (Kenya) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Kenya, le Niger et la Tunisie, ainsi que de Saint-Vincent-et-les Grenadines.

Je remercie le Secrétaire général de son exposé sur les derniers faits nouveaux survenus en Éthiopie. Nous nous félicitons de sa collaboration avec les autorités éthiopiennes, l'Union africaine et les dirigeants de la région. Nous sommes convaincus que ses bons offices peuvent jouer un rôle important pour faciliter le règlement de la situation actuelle.

Nous avons pris note des informations importantes, des vues et des préoccupations exprimées par nos collègues du Conseil de sécurité. Nous partageons en effet les vues d'un grand nombre d'entre eux.

La violence dont souffre aujourd'hui le peuple éthiopien est le produit de visions divergentes de l'avenir du pays. Elle a éclaté, puis empiré, parce que les outils de prévention et de règlement des conflits du pays n'ont, jusqu'à présent, pas été à la hauteur de la tâche.

Pour mettre fin à cette crise, nous devons mener des activités de médiation en vue de remédier aux profondes divisions, et ce dans le cadre d'un processus dirigé par l'Éthiopie et soutenu par l'architecture et les pratiques de paix et de sécurité existantes, notamment celles de l'Union africaine.

Nous, les trois membres africains du Conseil de sécurité, ainsi que Saint-Vincent-et-les Grenadines, constatons que toutes les parties au conflit ont de plus en plus le sentiment que l'appartenance ethnique est à l'origine du conflit. Les parties en conflit font peu de cas des griefs de l'autre et considèrent l'opposition à leur propre point de vue comme illégitime. Ces groupes opposés, qui reflètent le caractère politique de la situation actuelle en Éthiopie, sont organisés selon des critères ethniques. Cela les rend particulièrement dangereux, car ils confondent facilement opposition politique et lutte ethnique.

Nous avons été témoins avec une profonde inquiétude des terribles préjudices subis en conséquence par des civils innocents. Si la tendance actuelle se poursuit, nous craignons que la situation ne s'aggrave considérablement.

Nous avons condamné, et continuons de condamner, les actes de violence perpétrés contre les civils : le meurtre de garçons et d'hommes qui ne portent pas l'uniforme, la destruction de biens de caractère civil et les affrontements qui ont conduit au blocage de l'aide humanitaire apportée aux familles désespérées. Nous protestons notamment avec la plus grande fermeté contre les horribles violations des droits humains et les actes de violence sexuelle commis contre des filles et des femmes.

Nos valeurs en tant que continent, telles que consacrées avec force par l'Acte constitutif de l'Union africaine, exigent le respect du caractère sacré de la vie humaine et la condamnation et le rejet de l'impunité. Pour mettre fin à la violence, nos valeurs doivent nous pousser à agir.

Dans notre dernière déclaration en date du 2 juillet (voir S/PV.8812), nous avons salué les aspirations démocratiques du peuple éthiopien, qui se sont concrétisées lors des dernières élections. Nous revenons sur ce moment charnière pour l'Éthiopie pour faire valoir que la démocratie est avant tout un mécanisme de règlement des différends politiques graves. Le mandat démocratique accordé par les millions d'électeurs doit inclure chaque citoyen éthiopien, même, et peut-être surtout, au Tigré et dans les autres régions du pays où le scrutin n'a pas eu lieu en raison de l'insécurité. Le mandat démocratique ne donnera toute la mesure de son potentiel et ne répondra à son exigence fondamentale que s'il permet de régler les différends les plus importants en Éthiopie.

Il n'est pas facile de passer d'un conflit violent à la table de négociation. C'est pourquoi, le 2 juillet, nous avons recommandé d'utiliser les mécanismes dont dispose l'architecture africaine de paix et de sécurité, sur la base de notre acte constitutif. Le premier de ces mécanismes, auquel l'Éthiopie peut avoir recours immédiatement, est le droit des États membres de demander à l'Union d'intervenir afin de rétablir la paix et la sécurité.

Nous saluons la nomination par le Président de la Commission de l'Union africaine de l'ancien Président Olusegun Obasanjo comme Haut Représentant pour la Corne de l'Afrique. Son mandat consiste à promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité au nom de la région. Nous exhortons tous les dirigeants régionaux et l'ensemble de la communauté internationale à lui fournir toute

l'aide requise, en particulier alors qu'il oeuvre en faveur d'un processus de paix en Éthiopie. Ce processus doit défendre et protéger les droits des personnes et des peuples. Il doit garantir clairement la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Éthiopie. Il doit être véritablement inclusif afin d'encourager l'unité, la solidarité, la cohésion et la coopération entre les peuples d'Éthiopie et l'État éthiopien.

Pour donner l'espace nécessaire à ce processus, nous exhortons donc le Gouvernement éthiopien à éliminer tous les obstacles juridiques, administratifs et sécuritaires à la tenue d'un dialogue politique. Quoi qu'il se soit passé, le Gouvernement doit reconnaître l'existence de revendications légitimes et comprendre qu'elles doivent être réglées par des moyens pacifiques.

Nous nous devons également d'exprimer notre préoccupation et de mettre en garde contre le fait d'encourager activement la population civile à soutenir le conflit. Même si l'intention est ainsi de mobiliser l'esprit patriotique de la population, cela pourrait déclencher une spirale incontrôlable de violence et un bain de sang. Certains prendront cela comme une invitation à infliger un châtement collectif aux civils. Il est temps que les dirigeants appellent au calme et donnent des preuves que le pays a la capacité de surmonter même ce défi de tout premier ordre en faisant appel à ses instincts démocratiques naissants.

Nous demandons aux acteurs armés au Tigré, le Front populaire de libération du Tigré (FPLT) et les Forces de défense du Tigré, de se retirer des régions voisines et de cesser de rallier d'autres acteurs armés à leur cause. Plus ils avancent en dehors du Tigré, plus le risque est grand pour les populations au nom desquelles ils prétendent agir. L'escalade des tensions politiques dans d'autres parties du pays ne résoudra pas la crise, elle ne fera que creuser les divisions. Le FPLT doit impérativement dissiper tout doute qui pourrait subsister quant au fait qu'il pourrait un jour concourir à mettre en péril l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de l'Éthiopie, que tous les membres de l'Union africaine ont l'obligation de défendre.

En outre, nous recommandons à tous les dirigeants éthiopiens de se laisser guider par l'esprit des mesures suivantes, étant entendu qu'elles ne seront pas faciles à mettre en œuvre.

Premièrement, ils doivent immédiatement et clairement faire savoir à tous les citoyens et toutes les milices ainsi qu'aux unités armées que s'en prendre aux civils, et aux femmes en particulier, est inacceptable et doit cesser sur-le-champ.

Deuxièmement, ils doivent mettre en place des mesures de déconfliction concernant les mouvements militaires au Tigré, et dans les régions d'Àfar et d'Àmhara pour permettre un accès humanitaire sans entrave avant que la famine ne refasse son apparition dans une quelconque partie de l'Éthiopie. Il est important d'établir une communication entre les dirigeants militaires à cette fin.

Troisièmement, ils doivent proclamer ouvertement leur volonté de cesser les hostilités et d'établir un cessez-le-feu.

Quatrièmement, nous voulons dire au Parlement qui vient d'être élu que la paix ne peut être conclue avec un mouvement politique désigné en tant que groupe terroriste. Le Parlement doit se préparer à lever cette désignation pour permettre des négociations et des contacts directs avec les acteurs armés opposés au Gouvernement.

Cinquièmement, nous disons au Gouvernement qu'il doit montrer de manière tangible son attachement à la population du Tigré en recommençant à lui fournir des services de base.

Sixièmement, les dirigeants doivent accepter les bons offices de l'Union africaine, de la région et du Secrétaire général en tant que passerelles vers la médiation et la consolidation de la paix.

Nous avons également plusieurs recommandations à adresser au Conseil de sécurité et à la communauté internationale. Nous appelons le Gouvernement érythréen à retirer ses forces d'Éthiopie et à jouer pleinement un rôle dans la consolidation de la paix. Nous exhortons les pays et les organisations qui en ont les moyens à fournir des ressources adéquates pour les campagnes humanitaires en Éthiopie. Nous demandons au Programme des Nations Unies pour le développement, à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international et à tous les créanciers de l'Éthiopie d'établir un plan de relance économique qui sera appliqué dès que la médiation politique sera en cours. Nous invitons à la prudence dans le recours à des sanctions ou des mesures coercitives unilatérales qui pourraient provoquer l'effondrement économique de l'Éthiopie. Leur utilisation ne fera qu'aggraver la crise humanitaire.

Nous appelons l'Union africaine à redynamiser l'Architecture africaine de paix et de sécurité. Nous avons vu la puissance de ses capacités contribuer à régler de nombreuses situations de conflit sur le continent, et nous pensons qu'on pourrait y faire appel dans le cas de l'Éthiopie.

Qu'il me soit permis de terminer par une dernière mise en garde. La guerre est une séductrice. Certains aujourd'hui en Éthiopie appellent à lui donner une chance. Cette attitude joue sur un désir profond chez l'homme, à savoir le désir de clarté qu'un ennemi semble permettre d'assouvir. Elle promet la simplicité plutôt que le compromis douloureux, la fastidieuse nécessité de devoir écouter l'autre et la frustration liée au fait d'essayer de comprendre la complexité des choses. L'Éthiopie d'antan a été une source d'inspiration et de ralliement pour nous, les Africains. Elle avait des problèmes ; elle avait connu la guerre et l'asservissement parmi et entre ses peuples. Mais sa résistance victorieuse contre le colonialisme, le racisme et le fascisme a fédéré nos esprits.

En tant qu'Africains, nous sommes conscients du fait qu'une occasion historique se présente de reprendre notre marche vers la prospérité, la paix et l'indépendance face à ceux qui nous préfèrent affaiblis et divisés. L'Éthiopie ne doit pas puiser dans son histoire glorieuse uniquement pour s'accrocher à des revendications qui mènent à la colère et à la haine. Au contraire, les Éthiopiens doivent aller chercher dans leur passé les grands enseignements que sont les exemples de compromis, d'unité et de paix. Nous demandons aux dirigeants et au peuple éthiopiens de comprendre qu'ils ne peuvent briser les esprits des uns et des autres et réussir en même temps à construire un pays uni et prospère.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'Inde.

Je m'associe aux autres orateurs pour remercier le Secrétaire général de son exposé détaillé et de ses lumières sur la question, et je salue la participation du Représentant permanent de l'Éthiopie à la présente séance.

Je voudrais commencer par condamner avec fermeté l'attaque terroriste commise à Kaboul aujourd'hui. Nous présentons nos sincères condoléances aux familles des victimes de cette attaque terroriste. L'attentat d'aujourd'hui confirme à nouveau la nécessité que le monde s'unisse contre le terrorisme et tous ceux qui offrent des sanctuaires aux terroristes.

La présente séance, qui se tient au titre de la question « Paix et sécurité en Afrique », a été rendue nécessaire par la situation humanitaire qui règne au Tigré, dans le nord de l'Éthiopie, où les combats se poursuivent entre les Forces éthiopiennes de défense nationale et le Front populaire de libération du Tigré (FPLT). Le conflit s'est intensifié ces dernières semaines, et se propage maintenant, du fait de l'action d'une partie, le FPLT, aux régions voisines d'Àmhara et d'Àfar. Il a de graves

répercussions sur la population civile, en particulier les femmes, les enfants et les personnes âgées, et se traduit par le massacre de civils innocents, des violations des droits de l'homme et l'utilisation d'enfants soldats.

Le cessez-le-feu unilatéral annoncé par le Gouvernement éthiopien en juin constituait un pas important vers l'amélioration de la situation humanitaire qui s'aggravait. Malheureusement, l'occasion offerte par le cessez-le-feu semble n'avoir pas été saisie, puisqu'une des parties poursuit son agression et son comportement belligérant et que les combats se sont propagés au-delà de la région du Tigré. Hélas, le coût humanitaire et la souffrance provoqués par le conflit empirent. Cette tendance pourrait déstabiliser toute la région de la Corne de l'Afrique. Nous estimons que la séance d'aujourd'hui doit servir à renforcer les efforts en faveur d'un cessez-le-feu, qui est l'impératif du moment.

Dans ce contexte, nous prenons note des efforts que déploient le Gouvernement éthiopien et ses dirigeants pour remédier à la situation. Le Gouvernement travaille avec les partenaires humanitaires, notamment le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), le Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres organismes afin d'atténuer la souffrance de la population. Nous apprécions vivement les efforts du Secrétaire général à cet égard.

L'accès humanitaire s'améliore progressivement, et le nombre de convois qui parviennent aux régions dans le besoin augmente, comme le montrent les statistiques fournies par l'OCHA et le PAM. La communication et la coordination entre les autorités éthiopiennes et les organismes humanitaires se sont nettement améliorées au cours des dernières semaines.

Nous avons salué la création, à Semera, du Centre régional de coordination des urgences, qui regroupe des institutions fédérales, des homologues régionaux, le PAM et l'OCHA, afin de faciliter la circulation des camions le long des routes reliant la région d'Arfar au Tigré et de coordonner l'aide d'urgence aux déplacés. Nous exhortons les organismes humanitaires et les autorités éthiopiennes à se coordonner de façon étroite et soutenue afin de combler les lacunes qui subsistent.

Dans le même temps, il est urgent d'intensifier les efforts conformément aux principes directeurs de l'ONU en matière d'aide humanitaire. À ce stade, l'Éthiopie a besoin du plus large appui possible de la communauté internationale. La communauté internationale doit s'unir, répondre à la situation émergente avec sensibilité et sérieux et apporter toute l'aide humanitaire possible à l'Éthiopie. Les organismes humanitaires doivent

également prendre des mesures pour empêcher que l'aide humanitaire ne soit détournée.

Le Gouvernement a mené des enquêtes sur les cas de violations graves des droits de l'homme, notamment des enquêtes conjointes avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Nous dénonçons et condamnons avec force toutes les atrocités commises par des groupes armés contre des civils, y compris des enfants. Les responsables des violations des droits de l'homme et des violences sexuelles perpétrées dans le Tigré doivent être poursuivis.

Depuis des décennies, l'Éthiopie est un moteur de la croissance économique dans la région de la Corne de l'Afrique. Aujourd'hui, elle a besoin de l'appui de la communauté internationale, notamment de l'Union africaine et de l'ONU, pour régler les problèmes liés au conflit. La solution au conflit doit être pilotée par les Éthiopiens et être trouvée dans le cadre constitutionnel du pays. L'Inde continue de souligner l'importance de la confiance mutuelle, de la collaboration, du dialogue et de la réconciliation pour une paix et une stabilité durables. Elle réitère son ferme attachement à l'unité, à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Éthiopie.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole au représentant de l'Éthiopie.

M. Amde (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir permis à mon pays de participer à la présente séance. Je remercie également le Secrétaire général, M. António Guterres, de son exposé, et je me félicite de la présence du Secrétaire général adjoint Martin Griffiths dans la salle.

La semaine dernière, à l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire, le Secrétaire général a mis en avant la situation dans mon pays. Le Gouvernement éthiopien se félicite de l'implication de bonne foi du Secrétaire général. Nous nous félicitons de son appel pour qu'il soit mis fin aux souffrances du peuple éthiopien. Ce même objectif continuera de guider les efforts du Gouvernement éthiopien, comme cela a été le cas au cours des neuf derniers mois après l'attaque perfide, que nous ne pourrions oublier, commise par le Front populaire de libération du Tigré (FPLT) contre le commandement nord des Forces éthiopiennes de défense nationale.

Lors d'un débat précédent (voir S/PV.8812) sur la situation de mon pays, j'ai tenté d'amener les membres du Conseil de sécurité à considérer le problème auquel nous sommes confrontés dans une perspective plus

large. La situation actuelle en Éthiopie n'est pas apparue du jour au lendemain. Elle était en préparation bien avant que le FPLT ne lance, aux heures sombres du 4 novembre, son attaque contre le commandement nord des Forces éthiopiennes de défense nationale.

La genèse du conflit actuel remonte à au moins trois décennies. Depuis 1991, le FPLT maintient un contrôle hégémonique sur la vie politique et économique et sur les conditions de sécurité du peuple éthiopien. Au cours de cette période, le FPLT s'est heurté à une résistance de tous les instants dans l'ensemble de l'Éthiopie. Rappelons-nous que ce sont les protestations populaires soutenues qui ont permis, en 2018, de déloger le FPLT du pouvoir politique, inaugurant une période prometteuse de transition.

Le FPLT a non seulement été délogé du pouvoir, mais il l'a également été du cœur et de l'esprit du peuple éthiopien, en raison de l'idéologie non évolutive et destructrice qu'il cherchait à préserver dans le corps politique éthiopien. Le peuple éthiopien a transcendé ces élites politiques qui prônent la division plutôt que l'unité, l'oligarchie plutôt que l'égalité des chances et le favoritisme plutôt que le mérite. Lorsqu'il a perdu le pouvoir, le FPLT s'est replié dans le Tigré, prenant notre peuple en otage. Car, comme le dit le dicton, « Quand on est habitué aux privilèges, l'égalité peut être ressentie comme une oppression ».

Quoi qu'il en soit, malgré de nombreuses provocations, le Gouvernement éthiopien a fait preuve de la plus grande retenue jusqu'à ce que ce groupe attaque et pille des casernes militaires. Au cours des neuf derniers mois, alors que le Gouvernement cherchait à faire respecter l'ordre constitutionnel, le FPLT a refusé de déposer les armes et de se rendre aux forces de l'ordre, persistant ainsi dans ses projets destructeurs.

Le cessez-le-feu humanitaire unilatéral déclaré en juin et le retrait ultérieur des Forces éthiopiennes de défense nationale du Tigré étaient censés ramener le calme dans la région et parmi ses habitants, et permettre aux dirigeants du FPLT de réfléchir à nouveau à leur trajectoire désastreuse. Nous avons pour projet de permettre une saison agricole paisible dans le Tigré, qui était censée ouvrir la voie à l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire aux personnes dans le besoin.

S'il s'était déroulé selon le plan que nous avons imaginé, le cessez-le-feu nous aurait permis d'entreprendre la reconstruction de la région et de réparer et reconnecter les infrastructures et les l'appareil économique chamboulés par le FPLT. En outre, les enfants du Tigré auraient déjà commencé à préparer l'année

scolaire 2014, selon le calendrier éthiopien, c'est-à-dire l'an 2021 selon le calendrier grégorien, qui doit commencer en septembre.

Nous aurions également voulu que les membres du FPLT qui avaient fait part de leur volonté de paix fassent en sorte que leur position gagne du terrain et réussissent à convaincre leurs pairs de respecter la loi et de suivre le chemin de la paix. Le FPLT n'a tenu aucun compte de l'attachement du Gouvernement à la paix et a qualifié le cessez-le-feu de plaisanterie, tout comme les membres de la communauté internationale qui ont toléré et excusé les agissements de ce groupe et lui ont permis de poursuivre dans cette voie destructrice.

Il a été fait abstraction de l'appel répété en faveur d'un cessez-le-feu, et dans le Tigré, des enfants éthiopiens sont aujourd'hui victimes de recrutement forcé pour servir de chair à canon. Par ailleurs, nous constatons que la distribution de l'aide est subordonnée à la condition que les parents envoient leurs enfants au front. Les agriculteurs de la région du Tigré, mais aussi ceux des régions adjacentes d'Arfar et d'Amhara, sont actuellement dans l'incapacité de cultiver leurs terres, et se couvrent de honte en recevant une aide pour faire vivre leur famille. Des centaines de milliers de personnes dans les régions d'Arfar et d'Amhara sont déplacées et leurs conditions de vie sont irrémédiablement et durablement altérées.

Dans un mépris absolu pour le bien-être du peuple et dans sa quête avide de tout ce qui peut être acquis en semant le chaos au sein même de la population qu'il prétend défendre, le FPLT a bloqué l'aide humanitaire. Le groupe s'est également employé à formaliser les fronts entre des acteurs internes et externes déterminés à déstabiliser la grande nation éthiopienne. À cet égard, nous constatons une coordination claire entre ces traîtres internes et les acteurs externes, proches ou lointains, qui ont lancé une offensive multidimensionnelle visant à porter atteinte au droit de l'Éthiopie d'utiliser ses ressources naturelles.

S'agissant de l'aide humanitaire, le Gouvernement éthiopien est pleinement conscient de ses obligations envers ses citoyens. Le sensationnalisme et la politisation de notre situation ne guident pas notre réponse. Nous continuerons de nous acquitter de notre obligation, en utilisant tous les moyens et en allouant toutes les ressources disponibles.

À cet égard, premièrement, le Gouvernement éthiopien s'est engagé à accélérer le processus de dédouanement des convois humanitaires. En fait, nous sommes déterminés à réduire le nombre de points de

contrôle et à accélérer les processus de contrôle. Nous travaillons avec nos partenaires pour introduire une technologie de contrôle moderne. Deuxièmement, nous continuerons d'examiner les demandes de vols humanitaires. Le Programme alimentaire mondial et la Commission nationale de gestion des risques de catastrophes gèrent librement leurs vols humanitaires. Troisièmement, nous continuerons de fournir de l'argent liquide et de le gérer de manière prévisible et durable pour tous les organismes humanitaires.

De même, la reprise des services publics nécessite que la paix et l'état de droit règnent au Tigré. Ces services essentiels ne pourront être rétablis tant que le groupe, qui, à ce jour, a tué 33 opérateurs d'infrastructures et ingénieurs, pillé et détourné l'aide et confisqué les marchandises des convois humanitaires, poursuivra sur la voie destructrice de la guerre.

Notre objectif est la paix. Malheureusement, le Front populaire de libération du Tigré se dresse entre l'Éthiopie et la paix. Le Front populaire de libération du Tigré n'est pas la victime, mais le coupable. La population éthiopienne, en particulier dans les régions d'Àfar, d'Amhara et du Tigré, vit dans des conditions insoutenables qu'elle ne mérite pas. Nous sommes surpris que tous ceux qui semblaient appeler à la paix et faire pression sur le Gouvernement pour qu'il suspende ses opérations de maintien de l'ordre aient par la suite toléré et approuvé, par leurs hésitations, l'expansion de la violence et du chaos par le Front populaire de libération du Tigré.

Nous demandons à tous les pays de nous aider à instaurer la paix, notamment en faisant pression sur ce groupe sans foi ni loi pour qu'il cesse ses activités criminelles, renonce à se préparer à combattre et respecte les lois du pays. Il doit également rompre définitivement tout lien avec ses soutiens et affiliés internes et externes. Quant à la communauté internationale, nous lui demandons de cesser d'apporter un soutien réel ou supposé, dont le groupe se nourrit. Il suffit à ce groupe de se conformer aux exigences fixées par le Gouvernement et de libérer les habitants du Tigré de son emprise égoïste. En cas de non-respect des lois du pays, le Gouvernement éthiopien emploiera tous les moyens nécessaires pour maintenir l'ordre.

En ce qui concerne certaines des affirmations infondées que nous avons entendues aujourd'hui, nous appelons les membres du Conseil à faire preuve de prudence à l'égard des prétendus faits et des fausses informations qui circulent abondamment. Nous n'exerçons aucune discrimination fondée sur quelque motif que ce soit, y compris l'appartenance ethnique et la religion. Nous ne sommes pas un peuple amoral, nous avons des valeurs. Nous avons survécu pendant des siècles grâce à notre cohésion sociale. Nous avons forgé l'unité de notre pays tout en célébrant nos différences. La réforme éthiopienne consiste avant tout à renforcer notre unité et à nous permettre de vivre en harmonie. Elle ne vise pas à nous apprendre à mourir sur la colline des divisions ethniques, contrairement aux idées prônées, propagées et mises en pratique par le Front populaire de libération du Tigré depuis plus de 30 ans.

Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer notre gratitude à tous ceux qui nous ont soutenus dans les moments difficiles. Dans le même temps, nous affirmons avec le plus grand respect notre intégrité souveraine en tant que pays africain séculaire et indépendant qui ne cesse de se battre pour surmonter ses difficultés. À cet égard, je tiens à souligner combien la mentalité de sauveur qui cherche à remettre en cause le droit souverain et la responsabilité des États d'assurer leur propre sécurité et le bien-être de leur population s'est avérée néfaste dans de nombreux cas. Nous ne pouvons qu'espérer qu'on en tirera les bons enseignements.

De toute évidence, l'Éthiopie n'est pas un pays qui laisse les autres lui dicter son avenir. Comme la communauté internationale a pu le constater, les pressions et les ingérences étrangères injustifiées ne sont appréciées par personne dans mon pays. Les regrets *a posteriori* et les aveux d'échec de la politique étrangère ne seront d'aucune utilité. Par conséquent, nous appelons tout un chacun à collaborer avec nous. Nous sommes prêts à travailler avec tous les partenaires bien intentionnés.

Le Président (*parle en anglais*) : Il n'y a plus d'orateurs ou d'oratrices inscrits sur ma liste. Je vais maintenant lever la séance afin que le Conseil puisse poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations à huis clos.

La séance est levée à 16 h 35.